

TRANSITIONS

Trimestriel • Iles de Paix • Rue du Marché 37 • 4500 Huy

N° 109 • DÉCEMBRE 2015

DÉVELOPPEMENT LE SOUCI DE LA QUALITÉ

› CAMPAGNE 2016
Les perspectives Sud

› TÉMOIGNAGES
Des bénévoles sur le terrain



Iles
de
Paix

UN PARIS POUR L'AVENIR

Si profondes que soient nos différences, elles restent superficielles. Et ce qui nous différencie est infime, comparé à ce que nous avons de semblable. La meilleure façon pour nous de vivre en paix, de nous estimer et de nous aimer est donc de garder l'esprit fixé sur notre dénominateur commun. Celui-ci porte un nom magnifique : l'homme.

Ces mots furent prononcés par Dominique Pire au lendemain de la remise de son Prix Nobel de la Paix, en 1958, pour son action en faveur des réfugiés d'Europe de l'Est.

Message d'une troublante actualité.

La force des mots. L'émotion, l'inspiration et la mobilisation dont ils peuvent être les vecteurs.

Vivre en paix, rêvait Dominique Pire. La Paix. Et face à elle, la guerre. Deux rhétoriques s'affrontent face aux tragiques événements qui endeuillent aujourd'hui la France et le monde. La guerre, un terme utilisé à l'envi par des dirigeants qui se réfugient dans un discours de fermeté. Mais ce langage belliqueux est lourd de sens.

La force des mots. La haine, la vengeance et l'exclusion dont ils peuvent être les vecteurs.

Oui, les mots et les symboles ont un poids. Oui, les fleurs déposées et les bougies allumées valent mieux que de se laisser envahir par le rejet de l'autre. Oui, les appels à l'ouverture, à la solidarité et au respect mutuel peuvent, au moins autant que la rhétorique guer-

rière, apporter des solutions et des réponses face à la barbarie de quelques-uns.

Tisser des liens fait partie des réponses. Tisser plutôt que tirer. Se tourner vers l'autre et s'émerveiller de la richesse que représente la diversité. Comprendre que les idées extrémistes et les actes terroristes de quelques milliers d'hommes n'enlèvent strictement rien aux valeurs extraordinaires que portent des millions d'autres, quelle que soit leur religion ou leur origine.

Danielle, cette dame âgée interrogée par un journaliste, appelle à refuser tout amalgame et diffuse un message de tolérance. Après un appel lancé par un internaute, elle recueillera plusieurs milliers d'euros en quelques jours qu'elle versera à des associations. Antoine, jeune papa meurtri par la perte de sa compagne, ou Stéphane, effondré par le décès de son fils, s'adressent aux terroristes en ces termes : « *vous n'aurez pas ma haine* ». Des centaines d'anonymes se regroupent à Bruxelles ou ailleurs pour célébrer le vivre ensemble. De nombreux messages sont lancés sur les réseaux sociaux offrant un service ou ouvrant la porte aux victimes dans le besoin...

Autant de formidables messages d'espoir et de foi en ce dénominateur commun qui porte un nom magnifique : l'homme. Faisons le pari qu'ils se concrétiseront au quotidien et perdureront au-delà de l'émotion.



Laurence Albert
Secrétaire générale

109
Décembre
2015

SOMMAIRE

- 3 Ils nous soutiennent > La campagne 2016
- 4 Action Sud > Perspectives 2016
- 6 Action Sud > Burkina Faso : Avant l'œuf... la poule !
- 7 Dossier > Une coopération au développement de qualité
- 13 Infos Monde > Brèves sans frontières
- 14 Témoignages > Ils ont vécu les programmes d'Iles de Paix



REJOIGNEZ-NOUS
SUR FACEBOOK

POUR FAIRE UN DON

Belgique :

Banque de la Poste BE97 0000 0000 4949
BNP Paribas Fortis BE04 2400 2962 6531
CBC BE30 1963 6001 1111

Déduction fiscale à partir de 40 euros par an
(45 % du montant total des dons)

GD Luxembourg :

CCPL LU61 1111 0227 5355 0000
Communication : « Iles de Paix-Luxembourg »

Déduction fiscale à partir de 120 euros par an

EDITEUR RESPONSABLE > Laurence Albert - Rue du Marché, 37 - 4500 Huy

ILS ONT COLLABORÉ À CE NUMÉRO

Laurence Albert, Jacques Bodeux, Laurent Deutsch, Steven Copias, Stéphanie Laloup, Christine de Bray, Olivier Genard, Marie-Luce Preys, Olivier Detournaij, Marie Vandercammen, Jean-Christophe Maisin, Jessica Troupin, Antoine Stasse

GRAPHISME > www.mariefreeres-graphisme.be

ÉDITEUR - Iles de Paix - Rue du Marché, 37 - 4500 Huy - Tél. : 085 23 02 54
info@ilesdepaix.org - www.ilesdepaix.org - RPM : 408.908.151

IMPRESSION > Van Ruys Printing. Transitions est imprimé sur du papier recyclé.
Transitions bénéficie du soutien de la Direction générale de la coopération au développement (DGD)

LE RETOUR DES MODULES !

Comme c'est le cas depuis 46 ans, début d'année rimera avec Iles de Paix au cœur de la Fédération Wallonie-Bruxelles. La campagne 2016 de récolte de fonds aura lieu les 15, 16 et 17 janvier et sera marquée par la vente de nos célèbres modules. Ce sont plus de 40 000 personnes qui vont se mobiliser pour promouvoir les programmes de l'association auprès du grand public. L'objectif de récolte est cette année particulièrement ambitieux puisqu'il s'agira de tutoyer à nouveau la barre du million d'euros, somme qui n'a pas été atteinte depuis 2010.

La campagne 2016 est également l'occasion de mettre en avant l'implication des centaines d'écoles et de mouvements de jeunesse qui soutiennent Iles de Paix. Ces fidèles partenaires assurent près de la moitié des ventes qui contribuent à financer nos programmes de développement au Sud. À noter que près de 300 écoles ont participé, courant 2015, à nos activités d'Éducation à la citoyenneté mondiale et solidaire.

Parmi nos plus fervents soutiens, le Centre Scolaire Saint-Benoît Saint-Servais à Liège organise durant 3 jours de nombreuses manifestations qui lui ont permis l'année passée de récolter 50 000 euros ! Un engagement qui, de l'avis de tous, contribue grandement à renforcer le lien social entre élèves, parents et enseignants. D'autres, comme l'Institut Sainte-Julie à Marche-en-Famenne ou le Collège Saint-Stanislas à Mons, organiseront durant l'année des marches parrainées pour Iles de Paix.

Nous remercions chaleureusement tous nos partenaires et encourageons ces actions alternatives qui permettent à Iles de Paix d'œuvrer au quotidien pour un développement durable !



© Marie Vandercammen/IDP

COUVERTURE MÉDIAS

Plusieurs médias nationaux s'associent à la campagne 2016. C'est le cas de l'Avenir qui publiera quotidiennement, comme chaque année, des articles consacrés aux actions d'Iles de Paix la semaine précédant la campagne. La RTBF et Le Soir, qui ont pu comme l'Avenir découvrir sur le terrain nos programmes au Pérou, diffuseront également début janvier des reportages liés à nos projets.



© Christine de Bray/IDP

VOUS AVEZ DIT "CROWDFUNDING" ?

Networking, hashtag, social medias... Autant d'anglicismes qui s'immiscent fréquemment dans les débats quotidiens sans que l'on sache forcément de quoi il retourne. L'un des derniers en date, le *crowdfunding*, est devenu un allié de premier plan dans le domaine de la collecte de dons. Le financement participatif (son nom français) consiste à faire appel à des donateurs via Internet et permet de toucher un public jeune et féru de nouvelles technologies. Souvent préoccupés par des problèmes de société, les utilisateurs du *crowdfunding* peuvent ainsi s'impliquer dans les projets qui leur tiennent à cœur.

C'est pour conquérir ces donateurs potentiels qu'Iles de Paix a lancé en novembre sa première campagne de levée de fonds entièrement virtuelle, grâce au site français spécialisé KissKissBankBank (www.kisskissbankbank.com). Les internautes sont appelés à se mobiliser pour financer les programmes d'Iles de Paix jusque mi-janvier. Objectif de cette opération inédite pour nous : récolter 5 000 €. **Rendez-vous donc sur le site de KissKissBankBank !**

MERCI À NOTRE NOUVEAU PARTENAIRE !

Cette année la distribution des modules à nos équipes de bénévoles est assurée gratuitement par DHL. Merci à tous les collaborateurs de DHL pour leur soutien enthousiaste !



Un reportage sur la démarche campagne du Centre scolaire Saint-Benoît Saint-Servais - le lien vers le crowdfunding d'Iles de Paix sur KissKissBankBank > www.ilesdepaix.org/transitions

PERSPECTIVES 2016

À l'aube de la campagne de janvier, les besoins d'Iles de Paix sont plus que jamais réels tant les résultats satisfaisants de nos programmes incitent à la multiplication des projets. État des lieux des actions et perspectives pour l'année à venir au Bénin, en Tanzanie et au Pérou.

BÉNIN : C'EST REPARTI POUR 5 ANS !

Les activités actuellement exercées au Bénin par Iles de Paix fournissent des résultats prometteurs. En dépit de problèmes techniques liés aux activités de forage de puits, l'extension des activités maraîchères s'est ainsi poursuivie au cours de l'année 2015. De nouveaux groupements de femmes ont également été sélectionnés, pour suivre des formations afin de mieux gérer leurs activités et d'augmenter leurs revenus. Mais les progrès les plus spectaculaires concernent le développement et la gestion de la culture du maïs.



© Ludovic Joly/IDP

Associée à celle du maïs, la culture du pois d'angole permet d'enrichir les sols et de remplacer les engrais chimiques.

Après une phase de formation et de démonstration en 2014, ce sont ainsi 360 nouveaux producteurs qui ont pu bénéficier de l'accompagnement de l'ONG béninoise BUPDOS, partenaire local d'Iles de Paix. Surtout, à l'heure où les récoltes sont fortement menacées par des pénuries d'engrais chimiques dues notamment à des restrictions gouvernementales, le modèle agro-écologique prôné par Iles de Paix s'avère salutaire. Les techniques employées(*) réduisent en effet fortement la dépendance des agriculteurs aux engrais industriels tout en donnant des résultats significatifs. Cela devrait contribuer à diffuser les techniques durables promues par Iles de Paix dans la région, d'autant qu'un nouveau programme du Fonds belge pour la sécurité alimentaire (FBSA, Coopération belge) permettra également de les étendre à de nouveaux bénéficiaires.

Prévu pour une durée de 5 ans, ce programme du FBSA concernera 4 communes béninoises. Il impliquera plusieurs acteurs dont la Croix-Rouge, l'ONG flamande Protos ou encore Louvain Coopération et la Coopération technique belge. De son côté, Iles de Paix prendra en charge un volet consacré à la culture et à la gestion du maïs ainsi qu'au développement des activités familiales de maraîchage. Opérationnel début 2016, le programme nécessitera le renforcement de nos équipes sur place et sera donc une aubaine pour pérenniser nos activités déjà bien établies au Bénin.

(*) Fumure avec les déjections des animaux, production et utilisation de compost, aménagements antiérosifs, association avec des plantes fertilisantes (engrais verts), etc.



La répartition des tâches au Bénin dans le programme FBSA
Les techniques de culture zaï et demi-lune
 > www.ilesdepaix.org/transitions

TANZANIE : CONCERTATIONS AU FIL DE L'EAU

Le processus est lancé dans le nord-est tanzanien afin de faciliter l'accès à l'eau pour 11.000 familles d'éleveurs massai et pour leurs troupeaux. Première étape essentielle : rencontrer et mobiliser les forces en présence. Les ONG Longido Community Development Organization (LCDO) et Oikos East Africa (OEA), partenaires locaux d'Iles de Paix en Tanzanie, partent donc depuis plusieurs mois à la rencontre des populations concernées par le programme d'accès à l'eau cofinancé par le Fonds belge pour la sécurité alimentaire. Une semaine en immersion est ainsi prévue dans chacun des 15 villages bénéficiaires, répartis sur les districts de Longido et Simanjiro. Des réunions d'information sont organisées en présence des autorités locales, des comités de gestion des points d'eau et de tous les villageois intéressés (ils sont nombreux !). L'objectif est certes de répondre aux questions mais aussi de récolter les commentaires : l'écoute de chacun permet en effet de proposer des solutions adaptées à la situation locale.

Des points d'eau souvent partagés entre éleveurs et bêtes.



Suite à ces rencontres, nos partenaires établissent pour chaque village un diagnostic de tous les points d'eau de la zone, afin d'en constater l'état de fonctionnement et d'envisager des améliorations potentielles. Dans une région où l'eau est une ressource précieuse, les sources sont souvent partagées entre les humains et leurs troupeaux, ce qui peut avoir des conséquences néfastes sur la santé des villageois. L'action d'Iles de Paix devra notamment permettre de séparer les accès aux points d'eau dans le but d'améliorer les conditions d'hygiène de la population. Des sites susceptibles d'accueillir de nouveaux aménagements sont également identifiés en compagnie des éleveurs, les Massais s'appropriant ainsi le projet dès son lancement. Une fois la série de visites terminée, LCDO et OEA évalueront début 2016 l'impact des projets potentiels avant qu'Iles de Paix définisse les priorités et valide les propositions faites. Les premiers réaménagements seront ensuite réalisés dans le courant de l'année tandis que la création de nouveaux points d'eau suivra d'ici à 2017. Un travail sur la durée donc, indispensable pour la préservation du mode de vie massai.

ILES DE PAIX PÉROU. L'AUTRE CAMPAGNE

Iles de Paix Pérou (IDPP) est une nouvelle ONG, créée l'année dernière. Elle est appelée à prolonger et à étendre les actions de développement initiées par Iles de Paix dans la région andine de Huánuco. Elle a mené en ce mois de décembre sa deuxième campagne de récolte de fonds pour soutenir ses futurs projets. L'objectif financier de cette campagne est modeste : 10.000 soles péruviennes, soit un peu moins de 3.000 €. Mais l'essentiel est ailleurs pour cette nouvelle structure, qui souhaite avant tout se faire connaître et sensibiliser le public local à une démarche de solidarité avec les populations rurales défavorisées.

Comme en Belgique, des séances d'information ont ainsi été proposées dans des écoles primaires et secondaires, avec projection d'une vidéo sur les projets « eau potable et assainissement » réalisés dans la région par Iles de Paix. Les universités ont aussi été sollicitées : des étudiants désireux de s'engager pour la campagne ont été recrutés. Ils se sont familiarisés sur le terrain avec les projets appuyés par Iles de Paix et ont organisé sur leur campus une foire d'information, parallèlement à leur propre récolte de fonds. La campagne d>IDPP est programmée pour le week-end des 18, 19 et 20 décembre dans trois grands centres commerciaux de Huánuco. Elle aura bénéficié d'une promotion digne de ce nom : spots radio et télé, affiches, expo photos, encarts dans la presse écrite. En parallèle à cette opération ponctuelle, IDPP va s'efforcer de s'inscrire durablement dans le paysage local et de se construire un réseau de donateurs réguliers, qu'il s'agisse de personnes privées, d'entreprises ou encore de personnalités du monde sportif ou culturel. La nouvelle ONG bénéficiera certes du soutien financier d'Iles de Paix pendant cinq ans au moins, mais elle doit d'ores et déjà se projeter à plus long terme et assurer par divers moyens sa viabilité financière.

En effet, pour autant que le financement sollicité soit obtenu, Iles de Paix Pérou pilotera dès 2016 un nouveau programme de développement à caractère non plus communal mais régional (sept communes seront concernées). Particularité : ce sont les municipalités qui mèneront, avec l'appui d>IDPP, des projets de développement de l'agriculture familiale et d'amélioration du cadre de vie (eau potable, assainissement, confort et salubrité de la maison). À terme, ce programme doit bénéficier à plus de 700 familles. Il s'agira bien pour IDPP de favoriser une large diffusion, via les municipalités, des expériences réussies d'Iles de Paix au Pérou et, au-delà, d'un modèle original de développement humain, le « mieux-vivre » en milieu rural. Les populations de Huánuco sont prévenues : opération essaimage imminente ! ●

Des modules voyageurs



AVANT L'ŒUF... LA POULE !



Un an et demi après son lancement, le programme de soutien à l'élevage de volailles au Burkina Faso connaît déjà un franc succès. Au-delà du renforcement de la sécurité alimentaire, ce projet permet en effet aux ménages les plus pauvres de percevoir des revenus réguliers.

Le projet lancé par Iles de Paix en 2014, dans 4 communes de l'Est du pays, a pour objectif principal de renforcer la sécurité alimentaire de 3 500 ménages pauvres et très pauvres¹. Plusieurs actions sont menées simultanément, comme l'amélioration de la production céréalière, le développement des cultures maraîchères ou encore la sensibilisation à de meilleures pratiques nutritionnelles. Le soutien à la production de volailles, activité traditionnelle ancrée dans les mœurs et généralement menée en complément d'une activité agricole, est également une composante essentielle du projet et vise 400 ménages parmi les plus pauvres (dont 60 % représentés par des femmes).

UNE ACTIVITÉ AUX AVANTAGES MULTIPLES

Si l'élevage de poules a été choisi, c'est parce qu'il présente de nombreux avantages. Sur le plan alimentaire bien sûr, la viande et les œufs sont une source quotidienne de protéines pour toute la famille. L'impact écologique est très faible : les volatiles ont besoin de peu d'eau et se nourrissent principalement de produits végétaux ainsi que des protéines grappillées ici ou là durant la journée. Surtout, la vente des poules et de leurs œufs sur les marchés locaux assurera aux ménages concernés une rentrée d'argent régulière qui leur fait cruellement défaut. Ces revenus leur permettront d'épargner, et donc de faire face à de modestes dépenses imprévues.

De plus, la gestion du poulailler étant exercée depuis le foyer, la famille peut également se consacrer aux tâches domestiques. Dernier aspect positif et non des moindres, l'élevage avicole est conjointement mené par les femmes et leurs maris et permet donc d'impliquer les mères de famille. Une telle activité accroît l'importance des femmes au sein du ménage et contribue à améliorer considérablement leur estime de soi.

Coût total par ménage : 346 €
 Poulailler : 255 €
 Achat des volailles : 40 €
 Produits alimentaires et vétérinaires : 20 €
 Formation en aviculture traditionnelle: 31 €

DES RÉSULTATS ENCOURAGEANTS ET PROMETTEURS

Les résultats du projet sont actuellement en phase avec les objectifs de départ, 250 ménages sélectionnés par des comités villageois ayant participé à la construction de leur poulailler type. Les poussins piaillent déjà dans 70 d'entre eux et la distribution d'aliments, de produits vétérinaires et de matériel (abreuvoirs et mangeoires) a également débuté. Dans le même temps, 10 vaccinateurs villageois ont été formés sur place par les équipes d'Iles de Paix et de son partenaire local Diobass et ont reçu le matériel nécessaire à leur activité. À terme, ils seront 20 chargés de veiller sur la santé des élevages.

L'implication des communes est totale et l'engouement est fort sur place, à tel point que d'autres villageois imitent le modèle de poulailler utilisé par les bénéficiaires ! Mais pas d'euphorie hâtive, car comme le dit le proverbe burkinabé : « *La pintade sans poussins n'est rien que plumes brillantes* ». La bonne gestion des élevages passe ainsi par la formation continue, assurée par 22 formateurs locaux initiés à l'aviculture traditionnelle. 2016 sera donc l'occasion de renforcer les compétences de chacun, afin d'assurer la durabilité de l'action d'Iles de Paix. ●

¹ Cette intervention, programmée sur 4 ans, est soutenue par l'Union Européenne.



Constantin Ouoba, bénéficiaire du programme d'aviculture.

UNE COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT DE QUALITÉ



« Qualité » est un terme que tout le monde comprend, mais que personne ne peut définir. Il a longtemps été opposé à celui de « quantité ». Quelques capitaines d'industrie un peu pionniers ont dépassé cet affrontement pour réfléchir à ces concepts de façon plus complémentaire. La recherche de la qualité s'est ainsi considérablement développée dans le secteur marchand à la fin du siècle passé. Elle a fait irruption dans le secteur de la coopération au développement, tant dans les grandes organisations internationales que dans les pouvoirs publics et les ONG. La coopération s'en est emparée depuis quelques années au point de faire de la qualité l'un de ses termes à la mode.

Que se cache-t-il derrière cette réalité ? Qu'est-ce, en fin de compte, une coopération au développement *de qualité* ?

Qu'est-ce que la qualité ?

Le professeur Garvin, qui a longtemps étudié cette question dans le milieu de l'industrie, a dit : « La qualité est un concept extrêmement nébuleux car facile à visualiser mais exaspérant à définir. » Impossible de dire ce que c'est, mais chacun la reconnaît quand il se trouve à son contact.

La coopération au développement est un processus par lequel des organisations mènent à bien des activités en vue d'avoir un impact. A priori, on est en droit de penser qu'une coopération au développement de qualité est une coopération au développement qui aboutit à un impact de qualité.

Des experts ont caractérisé ce qui fait la qualité d'un impact et défini des indicateurs pour la mesurer.

Comme l'exercice est difficile, et pas toujours complet, on s'intéresse parfois à l'amont, c'est-à-dire à la qualité du travail accompli. Un travail de coopération au développement bien mené a en effet toutes les chances, sauf accident, de déboucher sur un impact important.

Des experts ont caractérisé ce qui fait la qualité d'un travail et défini des indicateurs pour la mesurer.

Là aussi, l'exercice est difficile et pas toujours complet. Aussi remonte-t-on parfois à l'organisation elle-même. Une ONG bien organisée a toutes les chances, sauf accident, de mener à bien un travail de qualité. Des experts ont caractérisé ce qui fait la qualité d'une organisation et défini des indicateurs pour la mesurer.

LE PORTAIL QUALITÉ

ACODEV, la fédération des ONG de coopération au développement belges francophones et germanophones, a mis en place, avec son homologue flamand, un répertoire de ressources et d'experts en matière de gestion organisationnelle pour les ONG membres. C'est le portail qualité.
<http://portailqualite.acodev.be>



Des villageois prennent part à la construction de diguettes.

© Ousseini Koudougou

ORGANISATION DE QUALITÉ

TRAVAIL DE QUALITÉ

IMPACT DE QUALITÉ

Ces méthodes s'inspirent souvent de celles qui ont été conçues pour des biens industriels et non pour des systèmes complexes tels que la coopération au développement. Elles n'embrassent le plus souvent qu'une part de la réalité.

Est-ce assez ou trop peu ? Chacun jugera si le verre est à moitié vide ou à moitié plein.

Un autre point retient l'attention. Les méthodes classiques ne définissent pas la qualité, mais en privilégient un aspect, mesurable. Le risque existe de ne plus penser la qualité que selon l'image réduite de ce qui est aisément évaluable.

La qualité est, à l'instar de l'intelligence, de la dignité humaine, de l'art ou de l'amour, un concept profondément subjectif. L'objectiver, c'est le réduire. Il faut se garder, en chemin, d'oublier qu'on a procédé à ce sérieux raccourcissement.

La qualité en coopération au développement

L'OCDE identifie cinq critères qui, ensemble, définissent ce qu'on pourrait appeler un programme de qualité. Ils sont complémentaires. Passage en revue.

PERTINENCE

Le projet correspond-il aux attentes des bénéficiaires et aux besoins de la population ? A-t-il une réelle valeur ajoutée pour les gens ?

Exemple > Nafissatou raconte : « *J'ai suivi la formation d'Iles de Paix pour produire le gari. Aujourd'hui, je le vends au marché et cela rapporte bien. Mes enfants sont soignés et vont à l'école. Ils auront une meilleure vie que la mienne.* »

Contre-exemple < Une organisation propose une formation à la culture des bananes dans une zone d'altitude où les conditions géographiques ne permettent que l'élevage.

EFFICACITÉ

Les objectifs fixés au départ ont-ils été atteints ? A-t-on « produit » ce qu'on avait décidé ?

Exemple > Au Pérou, Iles de Paix avait prévu de donner accès à l'eau potable à 4 000 personnes. Elles sont finalement plus de 4 600 à en avoir bénéficié.

Contre-exemple < Une organisation avait prévu d'installer dix forages. Elle a rencontré des problèmes techniques qu'elle n'avait pas anticipés et n'en a finalement installé que six.

EFFICIENCE

Les moyens mis à disposition sont-ils utilisés de façon rationnelle ? Les objectifs atteints l'ont-ils été au moindre coût ?

Exemple > Au Burkina Faso, l'aménagement de diguettes autour de terrains peu exploités parce qu'humides permet d'y cultiver le riz juste après la saison des pluies. Ce n'est pas cher et cela procure de beaux rendements.

Contre-exemple < Une organisation propose à des jeunes Belges de planter des arbres au Togo. C'est un travail non qualifié. Or la main-d'œuvre non qualifiée abonde au Togo. Si l'objectif, c'est que des arbres soient plantés, il coûterait bien moins cher d'utiliser l'argent des billets d'avion pour recruter de la main-d'œuvre locale, plus habituée à de tels travaux.

IMPACT

Le programme a-t-il des retombées à moyen et long terme ? Quels sont ses effets totaux, positifs et négatifs, prévus ou non, tant sur le plan social, politique ou écologique qu'économique ?

Exemple > En Tanzanie, Iles de Paix améliorera l'accès à l'eau dans des villages. Les retombées seront multiples sur la santé des populations (moins de maladies hydriques), sur la vie des femmes et des filles (temps épargné désormais disponible pour le travail et l'école), sur l'alimentation (meilleure santé donc meilleure productivité et plus de revenus), sur la santé et la survie du bétail, etc.

Contre-exemple < Une organisation a planté des eucalyptus pour atténuer la désertification au Sénégal, mais il apparaît que le sol s'en trouve si appauvri que le bilan total est négatif.

DURABILITÉ

Les effets du programme perdureront-ils après son arrêt ? Ses effets se feront-ils encore sentir longtemps après le départ de l'ONG ?

Exemple > À Yalogo, au Burkina Faso, plus de 15 ans après le départ d'Iles de Paix, les surfaces agricoles aménagées sont toujours exploitées. Plus encore, les populations locales les utilisent toute l'année ce qui n'était pas prévu à l'origine !

Contre-exemple < Une organisation a installé des forages, mais n'a pas prévu qu'il fallait les entretenir. Dès qu'une pièce a lâché, le forage n'est plus utilisé.

Des surfaces agricoles aménagées à Yalogo (Burkina Faso)



DES ORGANISATIONS DE QUALITÉ

La Coopération belge au développement a lancé une grande réforme de l'octroi de ses subventions. Une simplification administrative – bienvenue en ces temps où les fonctionnaires partant à la retraite ne sont pas tous remplacés ! – sera accessible aux ONG qui auront démontré l'importance de leur capacité de gestion. Celles-ci gagneront du temps pour leur cœur de métier.

L'administration publique soumettra toutes les ONG à un examen approfondi. Elle fondera ce *screening* sur quelques critères qui, à son estime, favorisent l'émergence de projets de qualité au sein de structures saines.

Une bonne **gestion financière** garantit que l'organisation pourra faire face à ses obligations financières et qu'elle dispose de moyens adaptés à ses besoins. On y retrouve les systèmes comptables et la captation de ressources propres suffisantes compte tenu de sa taille.

Une **gestion stratégique** performante témoigne que l'organisation a une vision précise de ce qu'elle entend réaliser et des moyens à mobiliser à cette fin. On y retrouve la conception de stratégies, leur planification, leur exécution et leur pilotage.

Une **gestion des processus** appropriée signifie que l'organisation s'est dotée de procédures claires, qui optimisent la bonne réalisation de sa mission. Cela concerne la description de l'activité de l'association, la formalisation des processus et la remise en cause régulière de ceux-ci en vue d'une amélioration permanente.

Une **gestion axée sur les résultats** s'intéresse non aux activités en tant que telles, mais aux effets qu'elles produisent afin d'apporter réellement un changement bénéfique. Cela passe notamment par une démarche de suivi-évaluation visant à prendre la mesure de la qualité des programmes.



EN BELGIQUE AUSSI...

L'éducation au développement est le terme officiel d'une branche importante de la coopération au développement. Elle vise les changements d'attitudes et comportements du public belge afin de favoriser l'émergence d'un monde globalement plus juste.

Les ONG actives dans ce secteur ont produit un document. Celui-ci dresse une liste d'attentions à avoir lorsqu'on met en œuvre un projet d'éducation au développement. Observer ces recommandations, à défaut de la garantir, accroît la probabilité que le résultat sera de qualité.

L'APPROCHE EFQM

L'European Foundation for Quality Management (EFQM) a développé une méthodologie permettant aux organisations d'examiner les points sur lesquels elles ont des marges de progression possible. Elle appuie aussi la conception d'un plan d'action pour concrétiser une amélioration des pratiques.



ACODEV – la fédération des ONG de coopération au développement belges francophones et germanophones – a décidé de promouvoir ce modèle qui donne lieu à une certification qu'Illes de Paix a obtenue. Celle-ci n'atteste pas la qualité de l'organisation, mais le fait qu'elle s'efforce d'évoluer positivement.

Il est difficile d'évaluer directement la qualité des interventions de terrain. Les ONG s'en préoccupent. Pas question, en effet, de faire preuve de légèreté avec l'argent des donateurs et bailleurs de fonds. Les pouvoirs publics sont quant à eux d'autant plus soucieux de la bonne utilisation des subventions accordées aux ONG que les budgets se réduisent.

Une **gestion** convenable **des partenariats** permet d'assurer que les programmes convenus seront effectivement exécutés dans le cadre de collaborations fécondes. Elle porte tant sur le choix des partenaires que les moyens mis en œuvre pour renforcer leurs capacités.

La prise en compte suffisante des **thèmes transversaux** de la coopération au développement garantit que les organisations intègrent suffisamment dans leur programme le genre et l'environnement, deux dimensions que les pouvoirs publics jugent prioritaires.

Une bonne **gestion des risques** atteste que l'organisation identifie et évalue les problèmes potentiels qui pourraient porter préjudice à l'obtention de ses résultats et qu'elle prend les mesures nécessaires pour les prévenir ou les corriger.



Contrôle de la production de lait au Pérou

Des appréciations contrastées

Bon nombre d'ONG se préoccupaient déjà de qualité, bien avant que ne déferle la vague actuelle qui la met au centre de tous les débats. Ce souci se trouve en effet inscrit dans les gènes d'organisations qui, depuis toujours, remettent sans cesse leurs pratiques en question, évaluent leur travail, améliorent leur fonctionnement.

L'accent mis sur la qualité ne laisse pas indifférent.

D'un côté, certains soulignent que les définitions de la qualité inspirées d'entreprises commerciales passent mal le cap difficile de la traduction dans le domaine de la coopération au développement. Celle-ci, s'adressant à des personnes et portant sur leurs conditions de vie, relèverait par nature plus de l'artisanat – c'est-à-dire d'une production « sur mesure » – que de la production à grande échelle.

En outre, les exigences externes paraissent parfois démesurées à d'aucuns et solliciter des ressources excessives. C'est alors, selon eux, la mission de l'ONG qui en souffre.

D'un autre côté, des acteurs soulignent que si ces réflexions sont en effet nées dans un contexte très différent de celui de la coopération au développement, le contraste favorise une réflexion distanciée, novatrice, qui peut faire émerger des idées créatives auxquelles l'habitude n'avait pas fait penser.

Ils ajoutent que consacrer des ressources à l'amélioration de la qualité est un investissement vite rentabilisé quand les résultats s'en ressentent positivement.

Tout est, en somme, une question de mesure...

La qualité, un souci permanent à Iles de Paix

Olivier Genard connaît parfaitement Iles de Paix. Après 15 ans passés au Burkina Faso, au Bénin, en Équateur et au Pérou, il est actuellement responsable de l'unité qui appuie les équipes Sud pour la programmation et le suivi-évaluation.



© Ludovic Joly/IDP

Olivier Genard en Tanzanie

Quels sont les ingrédients nécessaires à des interventions que qualité ?

Difficile de tous les citer mais j'en vois trois particulièrement importants.

Le premier, c'est la compréhension des enjeux de développement de l'endroit où on va travailler. À Iles de Paix, nous accordons de l'importance à un bon diagnostic. Cela requiert des compétences d'analyse, mais aussi et surtout du temps pour écouter toutes les composantes de la population. Écouter, écouter, écouter. On ne le fera jamais assez.

Un deuxième ingrédient ?

C'est la participation de la population à toutes les étapes du projet. Elle s'exerce avant le projet, j'en ai parlé, mais aussi dans sa mise en œuvre et dans l'appréciation des résultats obtenus. **Ce n'est jamais un projet Iles de Paix, mais le projet des gens qu'Iles de Paix soutient.** Ils se mobilisent, ils sont au cœur de notre action puisqu'il s'agit de leur action à eux !

Et le troisième ingrédient ?

C'est la flexibilité. Il faut être en mesure de s'adapter et de revoir son plan d'action lorsque nécessaire parce qu'un événement fortuit peut désorganiser considérablement le cours d'un projet. Il faut également être capable de faire évoluer sa méthode de travail, en fonction de ce qu'on découvre en cours de route.

Ces trois ingrédients sont-ils suffisamment pris en compte ?

Ce n'est pas facile. Tout le monde prétend appliquer la participation, par exemple, mais il y a encore beaucoup de programmes où les bénéficiaires sont considérés comme sujets et non comme acteurs des projets.

Les bailleurs de fonds sont très portés sur la recherche de la qualité, mais n'accordent curieusement que très peu d'importance à ces trois facteurs. Dans leur fonctionnement, ils prennent trop peu en compte le temps nécessaire à la bonne identification des programmes. En outre, ils réclament des résultats visibles rapidement dans des domaines où les évolutions significatives ne peuvent apparaître qu'à moyen et long terme. De ce fait, certains acteurs du développement se passent de la participation pour aller plus vite, mais cela se paie en termes de durabilité.

Pour la flexibilité, cela va encore en Belgique. On peut parler avec la DGD¹, lui expliquer, mais je pense à d'autres bailleurs qui imposent de suivre à la lettre ce qui avait été convenu lors de l'octroi d'un subside. Dans ces conditions, comment s'adapter lorsque nécessaire ?

Et à Iles de Paix ?

Nous sommes très attentifs à ces trois ingrédients. On peut se le permettre parce que nous disposons des fonds propres nécessaires pour garantir la qualité de nos interventions. Chaque année, je vends des modules pour que cela continue ! [Rires]

¹ Direction générale Coopération au développement et Aide humanitaire (Coopération fédérale belge)

Coopération : une simple question de volonté ?

Nous vous en parlions dans le n° 106 de Transitions, le bilan des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) sur la période 2000 – 2015 est pour le moins contrasté. Malgré des avancées certaines dans plusieurs domaines, la pauvreté touche toujours plus de la moitié de la population africaine et le manque de financement est pointé du doigt. Les membres des Nations-Unies ont donc décidé d'adopter un nouveau plan d'action, en associant cette fois respect de la dignité humaine et protection de l'environnement. Adoptés en grande pompe le 25 septembre à New York par 193 États, les Objectifs de Développement Durable (ODD) donnent un cadre aux politiques de développement jusqu'en 2030. Ce ne sont plus 8 mais 17 objectifs qui sont au programme.

Un projet ambitieux mais qui, en coulisses, fait déjà grincer des dents : alors que l'Allemagne appelle les pays du Sud à investir plus pour leur propre développement, la France fait des pieds et des mains pour maintenir son budget d'aide à un niveau décent mais bien éloigné de l'objectif initial. En Belgique, où l'aide est aussi en baisse, des voix appellent à une réforme du mandat de la Coopération belge, afin d'englober l'ensemble de ces nouveaux objectifs. En résumé, les moyens financiers et techniques existent, mais l'agenda politique européen est actuellement tourné vers des crises domestiques. Dans ce contexte difficile, ce sera à nous, acteurs du développement, de parler d'une seule voix et de pousser nos dirigeants à respecter leurs engagements.

Eau potable au Pérou : le travail d'Iles de Paix salué

La Coopération fédérale belge, qui a financé le programme d'installation de réseaux d'eau potable mené par Iles de Paix au Pérou de 2010 à 2013, a fait effectuer une évaluation externe des résultats et de l'impact de celui-ci. Il en ressort un avis on ne peut plus favorable.

Plus de 4 600 personnes ont bénéficié directement de ce programme et disposent désormais d'un raccordement à l'eau potable à la maison. L'étude souligne par ailleurs que 10 000 personnes supplémentaires ont aussi accès à une eau potable grâce à d'autres financements obtenus par les deux municipalités partenaires d'Iles de Paix, Molino et Santa Maria del Valle. C'est impressionnant si l'on considère qu'auparavant, un seul village, sur les 85 que comptent les deux communes, disposait d'eau potable. L'impact du programme va donc bien au-delà des résultats qu'il a directement engrangés. Il a eu un effet levier très significatif.

L'étude souligne d'ailleurs la qualité du partenariat noué avec les municipalités : « *les partenaires se sont montrés fiables et enthousiastes, multipliant les systèmes d'eau*



© Nino Moises

potable bien au-delà des attentes. »

Elle pointe aussi l'amélioration de l'hygiène des familles, notamment grâce à l'installation de douches et de WC, et de la propreté des maisons. Cerise sur le gâteau : le temps gagné, surtout pour les femmes, grâce aux connexions domiciliaires (entre 17 heures par mois en saison des pluies et 24 heures en saison sèche).

« *Iles de Paix, conclut l'étude, a démontré qu'il est possible, pour des municipalités rurales pauvres, disposant de peu de ressources et de moyens, de faire beaucoup en faveur de l'assainissement et de l'amélioration des conditions de vie de leurs populations. »*

« En quête de sens » à Huy

Ce vendredi 18 décembre 2015, à 20 heures, au Centre culturel de l'Arrondissement de Huy, Iles de Paix vous convie à assister gratuitement à la projection du film « En quête de sens ». Sorti en 2015, le film raconte le voyage initiatique de deux amis d'enfance autour de la planète et nous redonne confiance dans notre capacité à influencer positivement sur le cours des choses. La projection sera suivie par un éclairage d'Iles de Paix sur la marche actuelle du monde. > **Avenue Delchambre, 7a**



La description complète des ODD, une piste de réforme pour la Coopération belge
> www.ilesdepaix.org/transitions

Ils ont vécu les programmes d'Iles de Paix



**BÉNÉDICTE DUMONT
DE CHASSART**
Responsable
campagne à Tournai

“ J’ai été particulièrement interpellée par les activités autour du barrage de Panpangou au Burkina, destiné à irriguer les terres et à développer la culture du riz en saison humide et de légumes en saison sèche. Suite à de fortes pluies inhabituelles, la digue avait cédé. Le travail a repris de zéro et la déception momentanée a fait place parmi les habitants à une fierté légitime ! Sur le plan humain, il était intéressant de constater que ces programmes impliquent concertation, dialogue et entente entre les bénéficiaires. Nous avons rencontré un paysan qui, grâce à l’action d’Iles de Paix, peut désormais vivre de la culture maraîchère auprès de sa famille au lieu de travailler en Côte d’Ivoire pendant plusieurs mois de l’année. Inutile de préciser que l’on se sent fier d’avoir pu (tout modestement) y contribuer ! ”



FRANÇOIS PAQUAY
Responsable campagne
à Sainte-Marie Jambe

“ L’ampleur de l’ouvrage de Panpangu m’a bien entendu étonné mais c’est surtout la façon dont les Burkinabés se sont approprié le projet qui m’a le plus émerveillé. Leurs explications maîtrisées me donnaient l’impression qu’il n’y avait pas eu d’auxiliaires extérieurs. De plus, ce projet a radicalement changé leur vie tant sur le plan alimentaire que sur le plan social : j’ai partagé la vie de deux frères pendant une après-midi. Si l’aîné, responsable du comité de gestion, est illettré, son frère cadet termine désormais les humanités et souhaite entamer des études de droit. L’action d’Iles de Paix est donc concrète et elle tient compte des multiples facettes du contexte dans lequel elle s’inscrit, en s’appuyant sur des formateurs burkinabés. Surtout, elle se fonde sur la participation et la responsabilisation des populations concernées et elle est durable. ”

L’été dernier, deux voyages de découverte des programmes d’Iles de Paix au Burkina Faso et au Bénin ont été organisés. L’un pour 17 bénévoles de la campagne, l’autre pour 16 enseignants représentant des établissements scolaires désireux de soutenir nos actions dans le Sud. Impressions de quelques-uns de ces voyageurs...



Les enseignants à Fada N’Gourma au Burkina Faso

© Olivier Detourmaij/IDP



**CÉCILE DAIX-
PAULUS**
Responsable
campagne à Uccle

“ L’idée que j’avais des projets était assez éloignée de la réalité, il est difficile d’imaginer la vie réelle de ces populations lointaines. En allant sur place, j’ai vu toute la détresse dans les yeux de ces personnes et malgré tout, ils ont le cœur sur la main. Iles de Paix a mis en place des activités de microcrédit et de formation de manière à ce que les femmes aient plus d’autonomie grâce à des petites activités économiques. Cela leur permet de prendre confiance en elles et de se sentir utiles. Iles de Paix applique vraiment son slogan : les bénéficiaires apprennent à pêcher. Mais il n’est pas aisé de modifier les mentalités des personnes car la tradition est énormément respectée, et il faut également que la commune et les bénéficiaires soient prêts à aller de l’avant. Ceci ne se fait pas d’un tour de main. C’est pourquoi Iles de Paix reste un certain nombre d’années afin d’accompagner les bénéficiaires. L’association les guide pour améliorer leur quotidien, avec pour objectif qu’ils vivent décemment dans leur milieu rural et ne soient pas contraints à l’exode. Pour cela, il faut augmenter les moyens et réaliser une excellente campagne en janvier 2016 ! ”



LAURENT HACKEN
Responsable
campagne à Forest

“ Les actions d'Iles de Paix ont lieu dans des zones bien définies et choisies en accord avec les autorités locales, pour avoir un plus grand impact. Tout est pensé sur le long terme. Par exemple, au Burkina, les habitants ont bénéficié de la construction d'un barrage pour l'irrigation des cultures, mais le plus important a été l'accompagnement des agriculteurs. On leur montre comment réaliser deux récoltes dans l'année, comment cultiver de nouveaux types de céréales... Ensuite, les personnes initiées doivent elles-mêmes s'engager à former d'autres personnes et rendre des comptes, afin de favoriser la diffusion de ces nouvelles pratiques et de créer un effet boule de neige. Les choses mettent parfois du temps à avancer parce que le poids des traditions reste fort en Afrique. On respecte la parole des anciens, l'expérience, parfois sans se remettre en question. Par exemple, il peut être difficile d'expliquer à certains éleveurs qu'il est important d'attacher leurs chèvres, de les garder dans un enclos. Dans ces villages, les chèvres, les poules et les animaux en général sont en liberté. Or ils sont la proie de prédateurs ou peuvent être volés ! Concernant la culture du riz ou d'autres céréales, certains agriculteurs sont dubitatifs et attendent une, voire deux récoltes pour voir si cela fonctionne bien. Mais quand on discute avec les gens, qu'on aborde la formation et l'apprentissage, on se rend vraiment compte du travail et de l'impact d'Iles de Paix. C'est d'autant plus motivant pour la campagne ! ”



GAËLLE RENAULT
Responsable
campagne à Wavre et
Professeur au Collège
Notre-Dame de Basse-Wavre

“ D'ici, je ne mesurais pas à quel point les professionnels d'Iles de Paix devaient jouer continuellement les équilibristes. J'ai été impressionnée de constater tout au long de ce voyage combien le travail des coordinateurs locaux et du personnel sur place est un véritable travail d'orfèvre qui demande un juste dosage entre patience et volontarisme, écoute et action, prise en compte de la parole de chacun et leadership, respect des différences culturelles et logiques des pouvoirs subsidiaires... Leur professionnalisme est à souligner. Je ne pense pas que ce voyage ait changé ma vision de ce qu'est une démarche de développement, mais cela a renforcé mon impression d'extrême complexité de ce type de démarche et de la nécessité de ne pas jouer les amateurs dans ce secteur. Cela m'a confortée dans le bien-fondé du travail mené par Iles de Paix. Au-delà de cela et en tant que personnel enseignant, nous nous préoccupons d'inscrire la citoyenneté mondiale et solidaire au cœur de notre pédagogie en nous appuyant sur les nombreuses choses vues, découvertes et apprises au cours du voyage. Nous veillons à intégrer un certain nombre de ces éléments dans les cours, pour que chaque élève puisse faire sienne la maxime "Agir sans savoir est une imprudence, savoir sans agir est une lâcheté". ”



Les témoignages en version intégrale
> www.ilesdepaix.org/transitions



Les bénévoles sur le terrain

JE VEUX APPRENDRE À CRÉER MON ENTREPRISE COMME MA MAMAN.

FIFAME LAOUROU - BENIN

CAMPAGNE
15, 16 ET 17
JANVIER 2016



Iles
de
Paix

BE97 0000 0000 4949
ilesdepaix.org